

« REDONNER LA PAROLE À LA JEUNESSE, UN ENJEU DÉMOCRATIQUE MAJEUR »

Yann Feurté, conseiller municipal depuis ses 22 ans, souligne dans cet article l'importance de l'implication des jeunes dans la vie publique, plaide pour la création d'espaces d'expression et d'action, tout en rappelant que l'éducation civique et l'inclusion sont essentielles pour renforcer leur participation citoyenne.

Pourquoi avoir choisi de parler de la participation citoyenne des jeunes ?

Quand j'ai été élu dans ma commune de Podensac, j'ai rapidement pris conscience des défis mais aussi des opportunités que représente l'implication des jeunes dans nos institutions. Et je pense qu'aujourd'hui, il est nécessaire de repenser la place de ces derniers dans la démocratie (notamment locale) et de leur offrir les moyens de s'investir pleinement. Nous entendons souvent dire que la jeunesse serait désengagée, indifférente aux affaires publiques. Pourtant, cette vision me paraît réductrice et éloignée de la réalité. Peut-être qu'elle permet de justifier un manque d'investissement auprès de ce public. Certes, l'engagement prend aujourd'hui des formes nouvelles, plus dispersées, parfois moins visibles, mais il est bien là. Les réseaux sociaux, par exemple, permettent aux jeunes de s'exprimer et de s'investir sur des sujets qui les touchent directement - comme le climat, les droits civiques, les inégalités sociales, mais pas que. Cependant, cet engagement virtuel ne remplace pas la participation active aux institutions, et c'est là que réside un défi de taille : comment faire en sorte que ces nouvelles formes d'engagement soient complétées par, ou se transforment en une participation concrète et durable dans la sphère publique ? Cependant, je reste lucide : oui, il

existe des jeunes qui ne sont pas engagés et qui ne souhaitent pas l'être ; parfois, le rejet de la chose publique s'exprime très tôt.

Quels obstacles à cette participation avez-vous pu identifier ?

L'un des constats que je dresse après plusieurs années de mandat est que l'engagement des jeunes, notamment en milieu rural, est freiné par de nombreux obstacles structurels. Dans une commune comme Podensac - et c'est le cas dans les communes éloignées des pôles urbains -, la première problématique est celle de la mobilité. Il faut pouvoir se déplacer pour étudier, travailler et donc pour s'engager sur le terrain. Et cet accès est limité par le manque de moyens de transport, le coût que représente le permis de conduire, les routes non accessibles aux mobilités douces, etc. Tout cela complique leur implication et vient créer une inégalité de fait avec les adultes (sans parler des jeunes urbains). L'engagement est donc plus difficile.

A cela s'ajoute le contexte éducatif : qu'il soit familial ou scolaire, il ne prépare plus forcément les citoyens de demain à comprendre le fonctionnement de nos institutions et de notre démocratie. Cette ignorance génère de la méfiance, voire du rejet. Alors que si nous voulons renforcer la démocratie, il est essentiel de



Yann FEURTÉ

27 ans, Conseiller municipal de Podensac (33) depuis 2020, travaillant sur la citoyenneté au travers de politiques jeunesse et de participation citoyenne. Membre de l'Association des jeunes élus de France et chargé de communication pour Missions Publiques.

donner aux jeunes les outils nécessaires pour comprendre ces mécanismes. À titre d'exemple, j'ai constaté que beaucoup de jeunes, que je peux fréquenter, ne comprennent pas comment fonctionne l'Union européenne, une institution pourtant centrale dans nos vies. Cette ignorance découle souvent d'un manque d'information formelle sur ces questions, que l'on constate dès l'école. Avec le temps, cette déconnexion vis-à-vis des institutions (sous toutes leurs formes) ne fait que grandir, et entraîne inévitablement une défiance croissante à l'égard du politique, vu comme une entité lointaine, abstraite - voire hostile.

Quels seraient, selon vous, les moyens de favoriser un plus grand engagement des jeunes, en particulier ceux issus du milieu rural ?

Nous devons créer de nouveaux espaces d'expression et d'implication. Les conseils municipaux de jeunes, par exemple, sont une bonne initiative, mais ils restent trop souvent réservés à ceux qui sont déjà les plus à l'aise avec la prise de parole ou ayant déjà un intérêt pour la politique. Il faut aller plus loin, en imaginant des dispositifs plus inclusifs, comme le tirage au sort pour permettre à des individus moins représentés de faire entendre leur voix sur des sujets qui les concernent directement.

Pourquoi ? Pour les responsabiliser dès maintenant sur l'avenir de leur territoire. Les décisions que nous prenons aujourd'hui façonneront la ville dans laquelle ils vivront demain. En leur donnant la parole sur les projets municipaux et en les impliquant dans les choix qui impacteront leur quotidien, nous pouvons renforcer leur sentiment d'appartenance à leur territoire, et leur donner envie de s'y investir sur le long terme. Pour le dire autrement : trop souvent, les jeunes subissent leur environnement sans avoir la possibilité de l'influencer. En les associant directement aux décisions locales, nous les aidons à se projeter dans un ave-

nir qu'ils auront eux-mêmes contribué à bâtir. Ces espaces peuvent prendre plusieurs formes : ateliers participatifs, forums, consultations régulières ou encore des concertations sur tous les types de projets. L'ignorance, parfois, de certaines contraintes que l'on peut avoir en tant qu'adulte est intéressante à prendre en compte.

Par ailleurs, j'y reviens : l'école, les familles et les collectivités doivent jouer un rôle-clé dans la transmission des valeurs citoyennes et démocratiques. Il est indispensable de réintroduire des programmes d'éducation civique informant les jeunes sur leurs droits, leurs devoirs, et le fonctionnement de nos institutions. Cela permettrait de mieux les "armer" face aux discours populistes et aux *fake news*, qui prospèrent souvent sur un terrain d'ignorance. En toute logique, l'école devrait constituer le premier espace où se forme la conscience citoyenne - mais elle ne peut pas y arriver seule. Les collectivités locales, les associations et les élus doivent également assumer leur rôle. Et il faut, parallèlement, développer des dispositifs spécifiques à destination des jeunes adultes, qui quittent souvent le cadre scolaire sans avoir acquis les bases du fonctionnement démocratique. Cela pourrait passer par des formations extrascolaires, des événements civiques ou des campagnes d'information.

Comment l'Association des jeunes élus de France travaille-t-elle pour encourager l'implication des jeunes dans les responsabilités publiques ?

Au sein de l'Association des jeunes élus de France (AJEF), qui rassemble plus de 400 jeunes élus de moins de 35 ans, nous travaillons activement à proposer des mesures concrètes pour faciliter l'implication des jeunes dans la sphère publique. Nous plaçons notamment pour la création d'un statut d'élus-étudiant, qui permettrait à ceux qui s'impliquent dans la vie locale de bénéficier d'aménagements

dans leur parcours académique (à l'instar des pompiers volontaires par exemple) pour pouvoir assumer pleinement leurs responsabilités électives.

Nous proposons également des mécanismes pour valoriser les compétences acquises lors d'un mandat électif : gérer un budget, monter un projet ou s'exprimer en public sont des compétences précieuses qui devraient être reconnues et validées dans le parcours professionnel des jeunes élus.

Nous militons également pour l'instauration de la visioconférence dans les conseils municipaux. Cela permettrait non seulement aux étudiants, mais aussi aux jeunes et aux personnes actives ne travaillant pas dans leur commune de participer ponctuellement aux délibérations sans perdre leur voix. De plus, cela réduirait les coûts, notamment pour les nombreux élus ne bénéficiant pas d'indemnités. Bien sûr, cette proposition ne constitue pas une ouverture au tout distanciel : nous avons travaillé à proposer un cadre strict mais facilitant.

Un dernier mot ?

Si je devais résumer mon propos, l'engagement citoyen des jeunes ne doit plus être vu, à mon avis, comme un défi secondaire, mais au contraire comme une priorité pour la vitalité de notre démocratie. Si nous voulons que les jeunes d'aujourd'hui deviennent des citoyens impliqués demain, il est indispensable de leur donner la place qu'ils méritent dans la vie publique. Et ce, dès maintenant. Il ne s'agit pas seulement de créer des espaces pour qu'ils puissent s'exprimer, mais de les écouter, de les responsabiliser et de les inclure véritablement dans les processus décisionnels. Ainsi, mon message est simple : la jeunesse a un rôle à jouer, et il est grand temps que nous lui en donnions les moyens. ■